

MAIRIE DE POULDERGAT

1bis rue Ar Steir 29100 POULDERGAT

☎ : 02 98 74 61 26

Courriel : pouldergat.mairie@wanadoo.fr

Marché n° 1-2017

**Etude préalable à la revitalisation
du centre-bourg de Pouldergat**

Contrat

**valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives
particulières**

Marché à procédure adaptée

Etabli en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016

Date limite de remise des offres : le jeudi 1^{er} juin 2017 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 5 : DELAIS.....	4
ARTICLE 6 : CONDITIONS D’EXECUTION	4
ARTICLE 7 : RECEPTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS	5
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE	5
ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE	5
ARTICLE 11 : MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX	5
ARTICLE 12 : REMUNERATION DE LA MISSION	6
ARTICLE 13 : AVANCE	7
ARTICLE 14 : ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	7
ARTICLE 15 : FACTURATION.....	7
ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD	8
ARTICLE 17 : RESILIATION.....	8
ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 19 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	9
ARTICLE 20 : CONTENTIEUX.....	9
ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	10

ENTRE :

La commune de Pouldergat

1, rue Ar Stêr 29100 POULDERGAT

Représentée par M. Gaby LE GUELLEC, Maire de Pouldergat

Ci-après désignée « le pouvoir adjudicateur »

d'une part

ET :

Nom et prénom :

Fonction :

Agissant pour le nom et pour le compte de :

.....

Dont le siège social est situé :

Numéro SIRET ou RCS :

Ci-après désigné « le titulaire »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

La consultation porte sur une étude préalable à la revitalisation du centre-bourg de Pouldergat.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de la date de la réunion de lancement qui se tiendra dans les 3 semaines qui suivent la notification.

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution de la prestation, fixé à l'article 5 du présent contrat.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de préséance :

- L'acte d'engagement valant CCAP
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le dossier technique fourni par le candidat
- Le Cahier des Charges Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de prestations intellectuelles.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché est passé en référence à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon la procédure adaptée.

L'ordonnateur est Mr Gaby LE GUELLEC, Maire de Pouldergat.

ARTICLE 5 : DELAIS

Le délai d'exécution de la prestation forfaitaire est fixé à 9 mois maximum, hors délais d'approbation par le maître d'ouvrage, à compter de la 1ère réunion de lancement qui devra se tenir à l'initiative du maître d'ouvrage dans les 3 semaines qui suivront la notification du marché.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION

Les conditions d'exécution sont déterminées par le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire tous les éléments nécessaires à son étude.

Les documents remis par le titulaire devront être remis en deux exemplaires papier et un exemplaire numérisé. Les fichiers numériques fournis seront dans des formats permettant une exploitation ultérieure par le pouvoir adjudicateur (traitement de texte : format Word, OpenOffice.org, etc. ; tableur : format Excel ou OpenOffice.org ; etc.). Les fichiers cartographiques fournis le seront impérativement au format shp pour permettre leur exploitation dans un Système d'Information Géographique type QGIS.

ARTICLE 7 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Les dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G.- P.I. s'appliquent. A l'issue de la vérification de la prestation remise, le Pouvoir Adjudicateur prononce une décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou rejet des prestations.

ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie au chapitre V du C.C.A.G.-P.I.

Le régime de propriété intellectuelle de l'étude est défini par l'option retenue du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu de la collectivité communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de la collectivité, être communiqués à des tiers.

En particulier, le personnel du titulaire ainsi que, le cas échéant, celui des sous-traitants, sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours des entretiens ou celles qui lui sont communiquées pour l'exécution de l'étude.

Si la collectivité constate que cette obligation n'a pas été respectée, il est en droit de réclamer au titulaire du marché des dommages et intérêts équivalents à 5 % du montant total HT du marché.

ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE

En raison de la nature des prestations, il ne sera exigé ni garantie à première demande, ni caution personnelle et solidaire, ni retenue de garantie.

ARTICLE 11 : MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX

Le marché est conclu sur la base d'un prix forfaitaire figurant dans la proposition technique et financière du titulaire. Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de sa mission qu'il s'agisse de temps passé, frais de secrétariat, établissement de documents, frais généraux, frais de déplacements et divers sont réputés compris dans le prix forfaitaire.

Le mois d'établissement des prix est le mois précédant la date limite de remise des offres. Les prix sont fermes pour le 1^{er} trimestre d'exécution du marché. Les prix seront ensuite révisés trimestriellement par application au prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = 12,50\% + 87,50\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

C_n : coefficient de révision.

I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro.

I_n : valeur de l'index de référence au mois n.

A titre d'exemple, la 1ère révision s'effectuera à la date de notification du marché + trois mois. Le mois " n " retenu pour la révision sera le mois précédant la révision. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période et s'appliqueront sur les prestations exécutées à cette période. La 2nde révision s'effectuera à la date de notification + 6 mois selon les mêmes modalités.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou sur le site de l'INSEE www.insee.fr, est l'index ING (Ingénierie).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 12 : REMUNERATION DE LA MISSION

Le montant de la rémunération est établi sur la base d'un montant se décomposant comme suit :

Total HT :

TVA :

Total TTC :

Détail du prix par phase

	PRIX HT	TVA en vigueur	PRIX TTC
Phase 1 : APPROFONDISSEMENT DU DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE ET DU CENTRE-BOURG			
Phase 2 : DEFINITION DE LA STRATEGIE DE REVITALISATION			
Phase 3 : DETERMINATION DES ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE			
TOTAL des 3 phases			
Prix unitaire de réunions complémentaires			

ARTICLE 13 : AVANCE

Compte-tenu du montant du contrat, il ne sera pas procédé au versement d'une avance.

ARTICLE 14 : ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et précisées aux articles 11 et 12 du C.C.A.G.- P.I.

Le versement d'acomptes sera possible à la fin de chacune des trois phases, dans les conditions fixées par l'article 12 du C.C.A.G.- P.I.

ARTICLE 15 : FACTURATION

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement aux termes fixés, les sommes dues porteront intérêt de plein droit sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le 1er jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes:

- le nom et adresse du créancier;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur le présent marché;
- le numéro de la commande;
- la prestation exécutée;
- le montant hors taxe de la prestation en question;
- le prix des prestations accessoires;
- le taux et le montant de la TVA;
- le montant TTC des prestations exécutées;
- la date de facturation;
- le numéro SIRET

Les factures seront adressées et libellées à l'ordre de :

Mairie de Pouldergat

1 rue Ar Stêr

29100 POULDERGAT

Le titulaire demande que le pouvoir adjudicateur règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte précisé ci-après :

Banque :

Code Banque :.....
Code Guichet :.....
N° de compte :
Clé RIB :
IBAN :
BIC :

Le comptable public assignataire des paiements est :

M. Le Trésorier Principal des Finances de Douarnenez

Adresse :

1, rue du 19 mars 1962

CS 80018

29177 DOUARNENEZ Cedex

ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

Par dérogation l'article 14.1 du C.C.A.G.-P.I., il sera fait application d'une pénalité de retard de 1/300ème du montant forfaitaire de la mission par jour de retard.

Par dérogation à l'article 20.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000,00 € H.T.

ARTICLE 17 : RESILIATION

Les clauses du C.C.A.G.-P.I. sont applicables. En outre, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs et conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), lorsque le cocontractant ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code, le pouvoir adjudicateur, après l'avoir mis en demeure de faire cesser cette situation, pourra résilier le marché à ses torts sans indemnités, à ses frais et risques. L'entreprise disposera toutefois d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'elle aura mis fin à la situation délictuelle.

ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE

En cas de besoin, le titulaire pourra faire appel à un sous-traitant dans les conditions définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 19 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

Un exemplaire unique sera délivré à l'entreprise qui en fera la demande

ARTICLE 20 : CONTENTIEUX

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Rennes est seul compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations suivantes sont apportées au C.C.A.G.- Prestations Intellectuelles

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.- P.I.
- L'article 16 déroge aux articles 20.1 et 20.3 du C.C.A.G.-P.I.

Fait en un seul original

A....., le Vu pour valoir acceptation de la présente offre,

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

Fait à Pouldergat, le

Signature du candidat
(Nom, prénom, qualité du signataire, cachet
éventuel)

Gaby Le Guellec
Maire de Pouldergat